De l'échec au nouveau départ

L'OUVERTURE DES négociations pour le renouvellement de la convention collective dans l'industrie des machines fut insolite. La FTMH ne partit pas de la situation acquise pour obtenir, comme prix du renouvellement, des améliorations par petites touches: vacances, heures supplémentaires, jours fériés, congé formation, etc.

Elle proposa d'emblée un échange essentiel: réduction forte de la durée du travail, de 40 à 36 heures, contre annualisation du temps travaillé. Le patronat prit ce qu'on lui donnait et n'offrit que quelques sucres, comme s'il n'avait rien reçu de substantiel en contrepartie. La Fontaine en aurait fait une fable.

Dans la revendication syndicale, l'association patronale vit non seulement une augmentation des coûts salariaux, mais un choix idéologique. D'où son intransigence totale. D'emblée elle fit savoir, et même par écrit pour que les choses soient claires, que la durée du travail de référence n'était pas négociable. Elle demeurera donc de 2080 heures, soit 52x40, et pas question d'arrondir.

À titre de protestation la FTMH organise une grande manifestation, à Bienne, le 20 juin. Un samedi! C'est presque un aveu de faiblesse. L'IG Metall allemande a d'autres arguments. Mais, en Suisse, on recense des

syndicats concurrents et le taux de syndicalisation FTMH est estimé au plus à 10%, ce que le patronat n'ignore pas, même si le syndicat jouit d'un respect de partenaire estimé.

Toutefois l'annualisation, tout en offrant au patronat l'avantage de la souplesse et de la réduction du coût des heures supplémentaires, peut être aussi un tremplin pour mieux rebondir syndicalement. Surtout si elle est couplée à l'introduction d'un compte «capital-temps» – qui doit être décidé, il est vrai, entreprise par entreprise.

La gamme ordinaire, celle des jours fériés, pont, vacances, a atteint ses limites.

En revanche, celle du temps choisi (retraite anticipée, congé sabbatique) est largement ouverte (voir le dossier de l'édito en page 2). L'annualisation ouvre la porte à ce nouveau champ de revendication, y

L'annualisation ouvre la porte à un nouveau champ de revendication, y compris à des négociations sur la durée du travail

compris à des négociations sur la durée du travail. Passer de 2080 à 2000 heures année, soit une réduction équivalant à deux semaines, ne se heurte pas à la même barrière psychologique que le franchissement de la barre des quarante heures hebdomadaires. Ce sera la mission d'un nouveau syndicalisme: au lieu de négocier ce qui est jugé bon, uniformément, pour ses membres, il négociera pour eux de nouveaux espaces de liberté. S'il s'en donne les moyens. AG

Le compte «capital-temps»

Pouvoir transformer du temps travaillé et économisé en congé sabbatique.

L'EXPÉRIMENTATION DE CE compte posera des problèmes nombreux. Ils exigeront donc une présence syndicale forte et attentive.

La première question est de savoir ce qui peut alimenter ce compte. On pense aux heures supplémentaires, mais seront-elles comptées comme des heures ordinaires ou des heures à tarifs plus élevés, ce qui est une pratique justifiée. Le compte pourra-t-il être alimenté par des jours de vacances non utilisés, par exemple une cinquième ou sixième semaine de vacances? Quand et sous quelle forme interviendrait un bonus patronal? Par exemple si le capital est utilisé pour un congé formation ou pour une retraite anticipée qui allège les charges sociales le travailleur en fin de carrière étant en général au maximum des avantages professionnels.

La deuxième question est celle de la garantie de ces comptes. À partir du moment où s'y accumulent des jours, des semaines, des mois, l'entreprise doit dans sa comptabilité créer des postes, contrôlables, qui garantissent le

paiement des jours économisés, par exemple le paiement en temps voulu de six mois de congé ou d'une année de retraite anticipée. La sécurité de ces montants, qui correspondent à des sommes dues, devrait être indépendante de la marche de la société. Ces «économies» rapporteront-elles un intérêt, simple ou composé, ce qui signifierait que les jours «capitalisés» pourraient produire des jours supplémentaires?

Enfin, selon quelles règles, à quel moment le titulaire du compte peut-il exploiter son capital-temps?

Redéfinir le champ de négociation

Si les comptes «capital-temps» sont mis sur pied efficacement, ils offriront des possibilités nouvelles de négociation. Quelques pistes.

Même si la durée de référence du travail reste la même, il peut être demandé que les comptes soient dotés de jours supplémentaires correspondant par exemple à l'octroi d'une semaine de vacances supplémentaires, non im-

médiatement touchée mais épargnée. On peut imaginer aussi que la participation aux bénéfices (ancienne revendication syndicale un peu trop oubliée, alors que dans le secteur bancaire la participation individuelle aux résultats atteint pour les cadres des sommes astronomiques) soit payée sous forme de temps capitalisé.

La suppléance du salarié au bénéficiaire d'un congé long est aussi un thème de réflexion et de négociation. S'il n'est pas remplacé, le travail ne saurait simplement être reporté sur ses collègues; s'il est remplacé, une garantie absolue de retrouver son poste doit lui être assurée. L'ensemble de ces dispositifs doit aussi s'inscrire dans la problématique du maintien de l'emploi.

Les syndicats ont la responsabilité de l'ensemble des conditions de travail. Le salaire différé en est un chapitre important (retraite, assurance). Le compte «capital-temps», c'est en quelque sorte un salaire différé en cours d'emploi. Sa maîtrise impliquera non seulement une organisation faïtière forte, mais un encadrement soutenu au niveau des entreprises. Tel est le défi. *ag*

PÉRÉQUATION INTERCANTONALE

Le retour des dames patronnesses

LA RÉCENTE DÉCISION du canton de Zoug de soutenir, à raison d'un million par an, différentes institutions culturelles zurichoises a été unanimement applaudie sur les bords de la Limmat. Le seul bémol est venu du maire de Zurich, qui regrette que les institutions aidées dépendent toutes du canton, et que la ville ne bénéficie en rien d'un allègement.

À Schwytz et en Argovie, deux autres grands consommateurs de prestations culturelles de la ville de Zurich, un certain malaise se fait sentir. Pour ne rien faire, les Argoviens indiquent que l'opéra de Strasbourg est aussi proche que celui de Zurich et qu'au demeurant, l'entretien des nombreux châteaux d'Argovie coûte cher et bénéficie également aux visiteurs zurichoises. Le directeur schwytois des finances, plus

subtil, invoque la difficulté à faire passer en votation un projet de loi qui autoriserait le soutien d'institutions extracantonales: il est en effet statistiquement prouvé que les Schwytzois ont tendance à voter davantage «non» que leurs Confédérés, quelle que soit la question. (NNZ, 9.6.98)

La décision zougnoise, aussi positive soit-elle pour les institutions culturelles zurichoises, est inquiétante. Elle montre clairement une Confédération incapable de mettre en place des mécanismes de péréquation efficaces. Elle a laissé les cantons périurbains pratiquer la sous-enchère: par les nombreuses lacunes de leur filet fiscal, ils ont attiré les gros contribuables. Parallèlement, ils ont laissé les centres urbains assumer seuls leurs charges, en se glorifiant d'avoir un État «mince».

La péréquation financière ne doit pas s'assimiler à de la mendicité. Il faut des règles du jeu claires et transparentes, valables pour tous les cantons et communes. Le sentiment de culpabilité des plus riches ne peut servir de base légale... Des contributions volontaires ne suffiront jamais à compenser les déséquilibres. De plus, elles mettent les bénéficiaires à la merci d'un coup de mauvaise humeur de la part des donateurs. Il est du reste symptomatique que le montant versé par Zoug à Zurich soit dérisoire en comparaison du déséquilibre existant. On ne peut s'empêcher de subodorer un calcul: en montrant sa bonne volonté, à dose homéopathique et indolore, Zoug espère probablement retarder l'harmonisation fiscale et une réforme sérieuse de la péréquation. *m*

Berne s'applique à calmer le jeu

Pour éteindre le brasier de la polémique contre l'AMI, l'Accord multilatéral sur les investissements, le Conseil fédéral, avec une célérité inhabituelle, publie un rapport apaisant – rappelant entre autres les réserves auxquelles il n'entend pas renoncer – et ouvre la porte au référendum.

CHRISTIAN GROBET ET les quarante-huit cosignataires de sa motion peuvent être satisfaits. Deux mois seulement après le dépôt du texte demandant un rapport sur les négociations au sein de l'OCDE, le gouvernement s'exécute. Son rapport se veut avant tout rassurant. La Suisse respecte déjà très largement les règles prévues par l'AMI pour protéger les investisseurs étrangers. Et lorsque ce n'est pas le cas, Berne présentera des réserves à l'accord.

Noyau central de l'accord, chaque pays qui entend participer à l'AMI devra s'engager à traiter l'investisseur étranger comme un national. C'est le principe de la non-discrimination. Ainsi la firme américaine ou japonaise qui s'installerait en Suisse aurait les mêmes droits et les mêmes devoirs que n'importe quelle entreprise. Cette garantie existe déjà, à quelques exceptions près.

Berne n'entend pas abandonner ses règles protectrices et discriminatoires. Les négociateurs suisses les ont déjà

Exceptions et réserves

Le droit suisse fixe un certain nombre de règles discriminatoires à l'égard des étrangers:

- Dans les sociétés anonymes, le Conseil d'administration doit compter une majorité de citoyens suisses.

- La Lex Friedrich limite l'acquisition d'immeubles pour les étrangers.

- Les promoteurs d'une centrale nucléaire doivent être de nationalité suisse.

- La loi sur le trafic aérien favorise massivement les entreprises suisses.

- La Confédération subventionne le cinéma suisse et non les productions étrangères.

- Seules la SSR et les radios locales suisses ont le privilège de se financer par une redevance.

fait figurer sur une liste de réserves déposées à l'OCDE. Mais les réserves à propos du cinéma et de l'audiovisuel ne seront pas nécessaires. En effet la majorité des États est acquise à un certain nombre d'exceptions générales. Ainsi un État pourra conserver ses pratiques discriminatoires dans le domaine culturel ou pour garantir la sécurité nationale.

Social et environnement

Les adversaires de l'AMI craignent avant tout qu'un État ne soit plus libre d'édicter de nouvelles règles écologiques ou de protection sociale. Une entreprise ayant investi dans un pays pourrait réclamer des indemnités sous prétexte qu'elle a dû prendre des mesures coûteuses pour s'adapter à de nouvelles normes. Ils avaient imaginé ce scénario en se basant sur une action en dédommagement intentée par une multinationale dans le cadre de l'ALENA, l'accord de libre-échange entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. Pour couper court à toute tentative procédurière de cette nature, les négociateurs de l'AMI ont formellement exclu de telles indemnités. Le Conseil fédéral en déduit, logiquement, que chaque État restera libre de relever ses standards sociaux ou d'environnement. Bien plus, l'accord va au-devant des préoccupations sociales et d'environnement. Il interdira à l'État signataire de déroger à ses normes de protection pour attirer sur son territoire une entreprise polluante ou antisociale.

Un référendum sera tout de même lancé

Si les négociateurs suisses parviennent à faire accepter toutes les réserves qu'ils ont déposées, l'adoption de l'AMI n'exigera aucune modification du droit suisse. Dans ce cas, l'accord n'entraînerait pas une « unification multilatérale du droit » et pourrait donc être adopté par le Parlement sans qu'il soit soumis au référendum facul-

tatif. Le Conseil fédéral proposera néanmoins la soumission au référendum. Pour donner, comme c'est l'habitude, une interprétation extensive aux droits populaires en matière de traités internationaux. Et aussi pour désarmer la polémique qui a flambé à gauche il y a deux mois. Mais il ne s'agissait vraisemblablement que d'un feu de paille. Le rapport gouvernemental n'a trouvé aucun écho lors de sa publication. La terreur de AMI serait-elle déjà démodée? *at*

Sur ce sujet, lire aussi DP 1331 du 12 février 1998.

Oubliés...

EN JUIN 1948, les consommateurs de notre pays ont retiré les cartes de rationnement pour le mois de juillet.

Elles permettaient d'acquérir, entre le 1^{er} juillet et le 6 août, 600 gr. de farine et 500 gr. de graisse alimentaire ou 5 dl. d'huile comestible. Ils ne les ont pas utilisées car le rationnement a été supprimé à fin juin.

Il avait commencé en septembre 1939 et duré près de neuf ans, avec toujours plus de produits rationnés au début et toujours moins finalement. Des coupons de textile avaient été distribués en décembre 1944, des coupons de souliers en septembre 1945, des rations de savon tous les trimestres jusqu'en juillet 1947, et des coupons de sucre pour confiture toutes les années au mois de mai jusqu'en 1947. À partir de fin juin 1948 les Suisses pouvaient détruire ou mettre dans leurs archives familiales la carte de légitimation pour l'obtention des cartes de rationnement.

À noter que les cartes n'étaient pas distribuées en cas de service militaire, de séjour à l'hôpital ou de participation au service obligatoire du travail. *cfp*

Le retour du corporatisme?

La mode est aux « tables rondes » pour tenter de résoudre les problèmes économiques et sociaux de l'heure et en particulier d'assainir les finances publiques. Une pratique critiquable et dangereuse ou une approche adaptée à des situations nouvelles? Deux points de vue.

SOUS LE TITRE « Naissance d'un hybride », *Domaine Public* (n° 1341) a évoqué ce procédé qui consiste à réunir le ban et l'arrière-ban de ce qu'il est pudiquement convenu d'appeler les milieux intéressés – en fait les représentants des lobbies –, alors même que les problèmes à traiter sont de nature éminemment politique.

Ce faisant, les autorités cherchent à désarmer les oppositions et à se prémunir contre d'éventuels référendums. Mais la mise à l'écart du pouvoir législatif n'est pas sans risque et peut engendrer des effets pervers.

Compromis préétabli

À Genève, le Conseil d'État n'a pas d'état d'âme et ne craint pas de réunir les représentants des groupes d'intérêts dans la salle même du Grand Conseil.

Ce mode de faire se situe dans la droite ligne d'une tradition très helvétique qui consiste à faire appel à la collaboration des acteurs sociaux en cas de graves difficultés. Il suffit de rappeler les accords passés entre le patronat et les syndicats avant guerre, qu'on a qualifiés de corporatistes.

Cette nouvelle pratique politique tend à marginaliser la lutte et les revendications au profit de la seule négociation, voire même du compromis préétabli entre les intérêts organisés avant même l'ouverture de la négociation. Avec comme conséquence que les groupes sociaux luttant et revendiquant pour l'amélioration de leur conditions de travail et de vie se trouvent pris en otage par les lobbies qui ne savent que combattre mais pas négocier et par ceux qui ne veulent que négocier sans combattre. *jd*

La table ronde plutôt que la chaise vide

LA TABLE RONDE ne répond pas à un phénomène de mode. Si cette pratique paraît aujourd'hui se répandre, c'est bien parce qu'elle répond à un besoin. Celui de trouver des réponses globales à des problèmes à la fois graves et complexes. Or force est de constater que ni les parlements ni les partis politiques n'ont administré la preuve concrète de leur capacité à gérer de tels problèmes.

Viser le consensus

Mais c'est surtout la démocratie directe qui impose ce mode de faire. Si les autorités veulent surmonter l'épreuve du référendum facultatif ou obligatoire, elles n'ont d'autre choix que d'associer les principaux groupes d'intérêts à l'élaboration des solutions réalistes et réalisables.

Un consensus fort, issu de telles tables rondes, constitue le seul moyen d'indiquer aux députés comme au souverain qu'il existe une volonté claire d'aboutir et de répartir équitablement les avantages et les charges. Et que la politique au détail, telle qu'elle se pratique habituellement, n'est pas adaptée à des problèmes comme l'assainis-

sement des finances publiques ou la reorientation de la politique sociale et environnementale.

Dans le cas de la table ronde genévoise, le Conseil d'État a indiqué sans ambage que seul lui importait l'objectif financier, libre aux partenaires sociaux de modifier la nature et la portée des mesures nécessaires pour atteindre cet objectif. Il y a donc place aussi bien pour le conflit que pour la négociation. Mais dans ce nouveau cadre apparaîtront plus clairement les enjeux et les arbitrages. Car il faut que cesse le jeu de la chaise vide qui permet parfois de rejeter tout alourdissement de la charge fiscale et toute réduction de prestations.

Choisir ses reproches

Les exécutifs en Suisse se voient fréquemment reprocher leur manque de courage et de vision. Un reproche souvent fondé. Il serait alors paradoxal de leur imputer les mêmes faiblesses au moment où, en associant l'ensemble des groupes sociaux et des partis politiques, ils manifestent précisément leur volonté d'assumer efficacement leurs responsabilités. *jd*

Femmes de 91

De 1991 à 1998, vers une égalité à très petit pas.

CETTE ANNÉE, LE 14 juin tombait un dimanche. Ce jour-là, la nature était véhémement, les sombres nuages et le soleil se partageaient le ciel, et jamais en ce mois de juin la lumière ne fut si belle. La nature semblait nous rappeler la nécessaire dualité du monde.

Le dimanche, c'est un drôle de jour pour fêter la grève des femmes. Les 250000 femmes qui manifestèrent, il y a sept ans maintenant, se souviennent-elles encore de la colère, de la révolte, du désarroi aussi qui les animaient ?

Le collectif Femmes en grève de Lausanne vient de sortir un livre, *Le Temps compté de l'égalité*, pour rappeler l'existence des inégalités entre hommes et femmes dans la société. Le livre est ironiquement ponctué de photos illustrant les éternels stéréotypes hommes-femmes: à un conseil d'administration composé uniquement d'hommes répond un concours Miss France; au visage viril de James Bond fait face un produit lessive. Un livre militant et di-

dactique, avec revendications et objectifs, à usage de celles et ceux qui ont gardé l'espoir de voir disparaître les mécanismes d'exclusion sociale dont les femmes ont fait l'objet de tout temps.

Ce n'est pas parce qu'il y a une différence qu'il y a une inégalité

Le Temps compté de l'égalité circonscrit tous les domaines où les femmes sont encore privées d'espace de liberté et d'émancipation. C'est bien la limitation du champ des expériences communes (prise en charge des travaux éducatifs et ménagers, types d'emplois ou encore difficultés rencontrées dans la vie sociale), et non une hypothétique différence profonde et naturelle entre les sexes qui donnerait corps à l'inégalité.

Effectivement. Et c'est un sombre tableau que dresse le livre. La répartition du travail domestique ne se soucie toujours pas d'égalité. Dans les ménages

sans enfant, les femmes y consacrent 18 heures de travail par semaine contre 9 du côté masculin. Dans les familles où il y a au moins un enfant, ce temps de travail atteint 35 heures hebdomadaires pour les femmes et 12 pour les hommes. Par contre, 81% des hommes exercent une activité professionnelle rémunérée, contre 64% des femmes. Avec enfant, ce sont 39% des femmes qui restent au foyer et 49% qui prennent un travail à temps partiel alors que le taux d'activité professionnelle des hommes ne varie pas, quelle que soit leur situation familiale.

Au sein du monde professionnel, les conclusions ne sont guère plus optimistes: dix-sept ans après l'introduction dans la Constitution suisse du principe d'égalité des droits entre femmes et hommes, et plus particulièrement celui de l'égalité des salaires, les femmes continuent encore à gagner, en moyenne, un tiers de moins que les hommes – chiffres qui viennent d'être confirmés par une étude de la Confédération. Sans parler des critères éminemment sexistes qui déterminent la valeur d'une profession et la légitimité de sa rémunération.

Pour en finir avec cet état de fait, le collectif Femmes en grève en appelle à une vieille revendication: la réduction radicale et généralisée du temps de travail. Partager le travail – rémunéré et non rémunéré – entre hommes et femmes et, pour enrayer le cours d'une société de plus en plus divisée, entre chômeurs et travailleurs.

Rien de nouveau donc sous le soleil de ce dimanche de juin. Et c'est justement ça le problème. *gs*

collectif Femmes en grève, *Le temps compté de l'égalité*, Réflexions féministes, Lausanne, 1998

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Un couple de Narcisses

SUR PROPOSITION DU Département fédéral des affaires étrangères, le Conseil fédéral a donc décidé de mettre fin prématurément au contrat de travail de James Gasana, ancien Ministre ruandais de la défense sous la dictature d'Habyarimana. Gasana, connu pour sa modération et ses efforts en vue de démocratiser la vie politique de son pays, négociateur des accords de réconciliation d'Arusha, et pour ces raisons en butte à la vindicte des extrémistes, avait dû trouver refuge en Suisse en 1993 déjà.

L'ancien ministre, spécialiste reconnu en économie forestière, avait été engagé par Intercooperation, une organisation d'aide au développement financée par la Suisse. Apprécié pour ses compétences et son engagement professionnels, Gasana a pourtant été remercié par le Conseil fédéral. Ce dernier n'a pas osé résister à une interpellation de Jean Ziegler, appuyé par le groupe socialiste et d'autres dé-

putés, accusant l'exilé ruandais d'avoir collaboré à la préparation du génocide de 1994, alors même que deux rapports d'experts commandés par le gouvernement suisse blanchissent totalement Gasana de ces accusations.

Cette lamentable affaire illustre cruellement ce que beaucoup savent mais que peu osent ouvertement exprimer au sujet du premier magistrat du pays: Flavio Cotti est un opportuniste obsédé par son image et prêt à toutes les contorsions pour éviter les critiques. Y compris à sanctionner un homme qui incarne la politique que la Suisse prône au Rwanda sous le prétexte futile qu'il est en train d'écrire un livre sur son pays.

Quant à Jean Ziegler, il peaufine inlassablement sa propre caricature, celle d'un insondable naïf instrumentalisé pour la énième fois au service d'une cause trouble, incapable de résister à une quelconque occasion de faire parler de lui. Pitoyable. *jd*

Médias

Depuis le 1^{er} avril, l'article 322, al. 2, du Code pénal fédéral impose à la presse l'indication des participations importantes. Certains éditeurs, mais pas tous, fournissent déjà ces indications. Consultez les «impressum» pour faire des découvertes éclairantes.

cfp

Passer de la concurrence à la collaboration

Jean-Pierre Tabin, professeur à l'École d'études sociales et pédagogiques de Lausanne

La politique de flexibilisation a des effets humains et sociaux néfastes. Critique et autre perspective.

ON L'ENTEND JOUR après jour, sur tous les tons: c'est le « marché » qui règle les rapports sociaux. La croissance est nécessaire, la reprise indispensable, la productivité et la compétitivité sont les fins ultimes des actions des hommes et des femmes. Le consommateur se substitue au citoyen. En son nom, on justifie l'injustifiable: on impose aux plus mal lotis des salariés le travail de nuit ou en soirée, le travail du week-end, des statuts précaires... Et, pour appuyer ces exigences, on menace de délocaliser dans des pays qui ne respectent pas les minimums de droits des citoyens, font travailler les enfants et paient de manière dérisoire leurs travailleurs.

Concurrence et insécurité

La politique de flexibilisation exploite la situation d'insécurité des salariés. Pire: elle contribue à la renforcer. Elle vise à baisser les coûts de production, mais aussi à rendre possible cet abaissement en mettant le travailleur en danger permanent de perdre son emploi. La concurrence pour le travail est visible: plus de 320 000 personnes ont touché en 1996 des indemnités de l'assurance chômage, presque 10% de la population active recensée, et ce n'est qu'une partie seulement de ceux qui cherchent de l'emploi. On peut ajouter à ce pourcentage de la population une partie des personnes touchant des prestations de l'aide sociale (environ 300 000 personnes en 1996) et ceux qui, tout en cherchant du travail, n'émargent ni à l'aide sociale, ni à l'assurance chômage.

Cette concurrence pour le travail se double d'une concurrence dans le travail, qu'il faut garder à tout prix, quitte à accepter les pires des statuts. Le Parlement a durci en 1995 les conditions de l'assurance chômage pour obliger les salariés à accepter des travaux qu'ils auraient toutes les raisons de refuser. On

sait maintenant que 65% des salariés ayant retrouvé un emploi un an après la fin de leur droit au chômage touchent un salaire inférieur à celui qu'ils avaient avant leur chômage. Et, dans près de 50% des cas, ils disent que ce salaire ne suffit pas à subvenir à leurs besoins. À Lausanne, en 1996, plus de 10% des nouvelles demandes financières à l'Aide sociale vaudoise étaient des demandes de compléments de salaire.

De manière générale, on exige des salariés des efforts de flexibilité, pour éviter d'anéantir la confiance des investisseurs et relancer la consommation. On voit se multiplier les contrats précaires, surtout dans les branches les plus faiblement organisées (vente, restauration, etc.) au nom de la croissance et du bien-être de l'entreprise. La révision de la Loi sur le travail, qui prolonge la durée du travail jusqu'à 23h00, introduit l'égalité à rebours entre hommes et femmes et ouvre la voie à la généralisation du travail du dimanche, est présentée comme un progrès pour les salariés. Quel progrès que celui qui consiste à forcer des hommes et des femmes à s'adapter à des horaires qui limitent leur vie sociale, dérèglent leur rythme biologique, ceci le plus souvent pour des salaires qui permettent à peine de vivre!

La « flexexploitation »

La compétition entre travailleurs pour et dans les places de travail impose toujours la loi du plus fort. Le travailleur formé va retrouver plus vite un emploi que celui qui ne l'est pas; un jeune se fera engager avant celui qui ne l'est plus; le travailleur qui vient de tomber au chômage trouvera une embauche avant celui qui y est depuis longtemps, etc. Et le durcissement des conditions de travail, le développement de la « flexexploitation », selon un néologisme rapporté par Bourdieu, impose simplement aux plus faibles d'accepter jour après jour les conditions imposées par les plus forts. Les dégradations successives des conditions de travail profitent aux investisseurs. En parallèle, le nombre de rentiers AI a augmenté de 41% en Suisse entre 1986 et 1996, ce qui met le taux suisse d'invalidité à 2,35% de la population.

Est-il vraiment impossible de résister

aux forces économiques? À cet obscurantisme qui fait croire que la consommation ordonne tout? Le silence des politiques, à court d'idéaux, pourrait le faire croire. Il vaut peut-être la peine de rappeler, puisqu'on ne le dit presque plus, que les hommes et les femmes ne travaillent pas et n'agissent pas que pour l'argent et le profit, et que rien n'excuse ceux qui imposent des conditions insupportables aux travailleurs. En opposant à la connaissance abstraite et mutilée de l'humain dont le marché se prévaut une connaissance plus respectueuse des réalités, on pourrait proposer une autre politique, qui soit basée non sur la concurrence entre individus, mais sur leur collaboration, dans une société produite pour répondre aux besoins des hommes et des femmes, et non aux seuls besoins des investisseurs et des consommateurs.

Daniel C. Aeppli, Brigitte Hoffmann, Roland Theiss, «La situation des chômeurs en fin de droit en Suisse», *La Vie économique*, 1/98.

Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, Liber, Raisons d'agir, 1998.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

André Gavillet (*ag*)

Roger Nordmann (*rn*)

Daniel Marco (*dm*)

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Albert Tille (*at*)

Le Débat: Dominique von Burg

Forum: Jean-Pierre Tabin

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,

Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,

Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

CCP: 10-15527-9

Humeur télé d'un producteur romand

Par Dominique Von Burg, producteur de *Droit de Cité*

En réponse à l'article « Humeur télé d'un téléspectateur romand », de DP 1345, qui s'inquiétait de la tendance, croissante à la télévision à simplifier les débats politiques, Dominique Von Burg défend l'émission « Droit de cité ».

AINSI DONC, à en croire les humeurs d'un téléspectateur romand, l'information à la TSR serait en pleine dérive. On serait en train de passer des époques bénies où les émissions s'apparentaient à du Girardet à la culture du *fast food*. Thème à la mode s'il en est. Mais traiter d'un thème à la mode autorise-t-il pour autant à dire à peu près n'importe quoi?

Varié les approches

En tant que co-producteur de « Droit de Cité » (une des émissions incriminées), j'en suis à me demander si Fabrice Ghelfi a vraiment suivi cette émission avec quelque sérieux.

Lui qui prétend que « Droit de Cité » ne se nourrit que d'affrontements, a-t-il remarqué les débats plus analytiques que l'émission propose régulièrement? Pour ne prendre que ces trois derniers mois: l'impact de mai 1968, la crise asiatique, les relations entre droite et Front national en France, le rapport entre nombre de médecins et coûts de la santé, ou encore les questions posées par l'arrivée sur le marché des « pilules du bonheur ».

Mais sans doute était-il trop occupé à consulter son chronomètre. Pour en arriver à la conclusion péremptoire que les participants auraient en tout et pour tout quinze secondes pour s'exprimer. Quinze secondes pour une dizaine de participants sur disons cinquante minutes d'émission (une heure moins le temps alloué à l'animateur, pour couper la parole bien sûr), ça ne fait rien de moins que vingt interventions par invité! CQFD.

Sérieusement, si nous avons décidé, à

« Droit de Cité », d'augmenter le nombre de nos invités, c'est dans l'idée de revivifier le débat politique. Pour en faire, autant que possible, un débat citoyen. Un débat où la parole des spécialistes serait confrontée aux interrogations des citoyens. Un débat où d'autres que les spécialistes patentés auraient droit de cité, précisément. Une ouverture plus large du débat politique, une plus grande identification de chacun à ce débat, nous ont paru indispensables à l'heure où les enjeux politiques, les enjeux de société, se sont faits plus cruciaux.

Diversité des points de vue

Et l'arrivée des « sans grade » sur le plateau de « Droit de Cité », à mon sens, a enrichi l'émission. Pour s'en convaincre, un exercice simple: prenez un de ces plateaux d'une dizaine de participants et réduisez-le à quatre. Qui disparaît? Ceux qui amènent des points de vue particuliers, ceux qui vivent des situations concrètes. Les syndicalistes de base, les petits patrons, les politiciens locaux. Et, *last but not least*, la plupart des femmes...

Cela dit, il est évident que la multiplication des invités peut aussi aller à l'encontre de la richesse d'un débat. C'est

pourquoi nous essayons de varier les formules de l'émission, de les adapter au thème traité, à l'objectif visé. « Droit de Cité » pourra être plus ou moins conflictuel. Plus ou moins explicatif. À un débat tumultueux, camp contre camp, pourra succéder une réflexion commune plus calme, plus approfondie. Un dimanche, « Droit de Cité » comptera plus de dix invités, un autre, moitié moins.

Enfin – peut-on le mentionner sans apparaître comme un abominable chasseur d'audience? – le public a suivi. Pendant ses deux ans d'existence, « Droit de Cité » a rassemblé environ 10 000 personnes de plus par émission que « Table Ouverte » dans sa dernière année. Dans les réactions que nous enregistrons, certains se plaignent du trop grand nombre d'invités, c'est vrai. Mais plus nombreux sont ceux qui trouvent l'émission trop courte!

Dix minutes de plus

Alors, à partir de la rentrée d'automne, « Droit de Cité » sera prolongé de dix minutes. À la demande des producteurs de l'émission, justement pour donner un peu plus d'espace à nos invités. Et sans discussion, de la part de la direction d'une chaîne que l'on dit pourtant de plus en plus tentée par le *fast food*... ■

COURRIER

Des juges et des hommes

L'UNE DES CERTITUDES de l'enquête sociologique de terrain est de constater la belle constance avec laquelle les individus nient que leurs positions sociales influencent leurs pratiques professionnelles. On reste tout de même un peu étonné de voir un ancien juge cantonal socialiste affirmer (DP 1347) que les « convictions religieuses ou philosophiques, morales, politiques, esthétiques » ne sont que les « épices » du jugement et que celui-ci n'est qu'une application de la loi, dont les règles d'interprétation seraient « fixées ».

Le juge Abravanel devrait s'informer sur la manière dont les options politiques

des juges, conservateurs ou libéraux, ont façonné les jugements de la Cour suprême des États-Unis d'Amérique et, partant, la vie politique de ce pays. Sur la « fixité » de l'interprétation des lois, il pourra lire avec profit une analyse de la pratique de la Cour de cassation française. Déjà ancien, ce texte d'Alain Bancaud « Une « constance mobile ». La haute magistrature », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 76/77, mars 1989, p. 30 et ss.) l'éclairera pourtant sur la dimension sociale de l'acte de juger et donc sur sa variabilité.

Jean-Christophe Bourquin, Lausanne

Le football est un phénomène social total... hautement rentable

Du football? Encore? Non pas ici!

IL NOUS EST impossible d'ignorer le phénomène football, envahis que nous sommes par le Mondial. Il faut bien, alors, que chacune et chacun fasse son tri entre ce qu'il faut et ce qu'on ne doit pas en penser. Par quel angle s'attaquer au phénomène?

Psychologie de cantine

À lire l'étude de F. J. J. Buytendijk, *Le football* (1952), on ne peut hélas que douter de la psychologie – de cantine.

D'abord, l'auteur tente une justification géométrique du football par le ballon: «Une sphère est, comme on le sait, la forme la plus simple et la plus parfaite»; suit une prévision ratée: «l'on espère que par là les hommes s'adonneront moins à la boisson».

Le féminisme n'étant, semble-t-il, pas un sport connu dans les années cinquante, notre psychologue sur pelouse s'en donne à cœur joie: «On ne peut frapper du pied que comme un homme, même quand on est une femme!». Il reste néanmoins d'une prudence toute scientifique: «On n'a jamais réussi à faire jouer les femmes au football; par contre elles jouent au volley-ball, au hockey, au tennis, etc. L'acte de frapper du pied est donc bien spécifiquement masculin, mais je veux laisser ici de côté la question de savoir s'il s'ensuit que le fait d'être piétiné soit féminin. En tout cas le fait de ne pas frapper du pied est féminin».

Concédonsons à l'auteur des lueurs, comme celle de relever l'élasticité spé-

cifique du ballon, qui lui donne une sorte de vie propre et lui permet de répondre au pied qui le frappe.

Marxisme carré et ballon rond

La psychologie des surfaces planes n'a pas rempli nos attentes. Aidons-nous d'une autre science, le marxisme.

En 1966 déjà, le sociologue Jean-Marie Brohm s'appliquait à démonter l'idéologie sportive. Ainsi dans *Sport, culture & répression*: le sport est un reflet de la «structure capitaliste industrielle», qui n'a pas d'histoire ni d'existence autonome. Fondé sur la compétition et sur la répression du corps, le sport aliène le sportif comme l'usine l'ouvrier. Comme toutes les superstructures idéologiques, il «tend à la cohésion de la société capitaliste minée par ses contradictions. [...] Son rôle est de donner «une réponse mystifiée aux problèmes sociaux de son époque». Bref, c'est «l'opium de la fraternité entre les peuples», c'est «la poésie de la hiérarchie», c'est «la perversion du jeu par l'introduction du rendement corporel». Comment, dès lors, regarder un match sans culpabilité?

La liberté ou la guerre?

Le dernier numéro de *Manière de Voir* offre des analyses plus ambivalentes, à l'image des deux citations mises en exergue. La première est de Gramsci: «le football est un royaume de la liberté humaine exercé au grand air». Ce à quoi Orwell répond qu'«il y a assez de

causes réelles de conflits pour ne pas les accroître en encourageant les jeunes gens à se lancer des coups de pied dans les tibias au milieu de rugissements de spectateurs en furie.»

Ramonet rappelle que les premières équipes de ce sport populaire étaient liées à des entreprises; que les dictatures mussoliniennes, hitlériennes en ont très tôt usé pour soutenir leur idéologie; que les comportements chauvins des spectateurs anticipent souvent des conflits civils; qu'enfin les hooligans racistes, fascistes, hantent les stades.

Nous retrouvons Brohm, à l'obstination de marathonnier, qui dénonce encore cette «gigantesque entreprise de course aux profits». Mais ce ne sont pas le commerce de joueurs, ni les clubs cotés en bourse, les industries de casquettes et de fanions, ni les affaires de corruption qui lui donneront tort.

L'ethnologue Marc Augé estime que «le football constitue un fait social total parce qu'il concerne, à peu de choses près, tous les éléments de la société mais aussi parce qu'il se laisse envisager de différents points de vue». Augé fait un parallèle entre l'attitude passionnée et désinvolte qu'il a parfois observée lors de l'accomplissement de rituels en Afrique, et la distance goguenarde que les supporters semblent conserver lors d'effusions sportives. L'aliénation n'est donc pas totale.

L'écrivain Manuel Vasquez Montalban, à demi-convaincu, prend un peu la défense de cette «nouvelle religion laïque», à la suite d'autres littérateurs, comme Montherlant, Alberti, Galeano. Mais pour lui le football reste «cette drogue dure des démocraties [qui] permet de répondre au manque de projet des sociétés globalitaires comme à la paradoxale solitude des masses».

Laissons la conclusion au psychologue, qui a mis le doigt sur la cause première. Tout homme qui voit arriver un ballon se doit de taper dedans, on «le fait avant tout parce qu'on ne peut pas faire autrement, parce que c'est une sensation agréable que de frapper le ballon du pied (...). On voit tout aussi volontiers quelqu'un d'autre faire cela, et la raison en est que l'on voudrait le faire soi-même et que l'on y trouve déjà plaisir».

Des chiffres et du sport

- La Fédération internationale de football association (FIFA) regroupe les fédérations de 198 nations (l'ONU compte 186 membres); son budget est de plus de 250 milliards de dollars.
- Chacune des douze marques commerciales principales bailleuses de fonds a versé entre 150 et 200 millions de FF à la FIFA.
- Une minute de pub sur TF1, lors de la finale, vaut environ un million de FF.
- Le Brésil a exporté, en dix ans, plus de 2000 joueurs vers des pays riches.
- L'État français a dépensé plus de 3 milliards de FF pour organiser l'épreuve, dont 1,5 milliard pour le stade de France; la FIFA et l'ISL, société suisse qui gère les droits de la Coupe du monde devraient encaisser environ 3 milliards.

F.J.J. Buytendijk, *Le football*, Desclée de Brouwer, (1952) 1994

Partisans, Sport, culture & répression, Maspero, 1972

«Football et passions politiques», *Monde Diplomatique*, *Manière de voir* n° 39, 1998